

Lecornu et son armée de zombies

écrit par Gilles La Carbona | 30 septembre 2025





Lecornu pourrait-il résister à une censure ? Tout était presque sécurisé, le PS avait eu la satisfaction de voir Najat Vallaud-Belkacem nommée à la Cour des comptes et **pourtant il semblerait que le parti ne soit plus d'accord avec la Macronie.**

Le point d'achoppement : le budget bien entendu. Et nous revoilà avec les menaces de censure qui pleuvent à droite, hors LR comme d'habitude, et à gauche. Et Mélenchon de vouloir faire tomber ce gouvernement. Sur le fond il a raison et nous sommes favorables au RPF, à une chute systématique de tous les gouvernements de Macron pour forcer ce dernier à démissionner. Mais en réalité si censure il y a, ce sera pour faire chuter seulement un Premier ministre, car Lecornu n'a pas de gouvernement et on se demande s'il en aura un, un jour, malgré ses annonces. C'est ce que nous avons déjà écrit dans nos billets.

Les ministres en place sont ceux qui sont déjà tombés le 8 septembre, et par un miracle que seule la France est capable de réaliser, ils sont toujours en place, administrent leur ministère, se font obéir de leurs fonctionnaires, et curieusement, tous les parlementaires acceptent cette situation.

Ils vont même jusqu'à en oublier que ces ministres, se désignant eux-mêmes comme « démissionnaires », ne devraient plus être là. Et d'annoncer donc, à grand fracas qu'ils sont prêts à censurer le gouvernement ! On croit rêver, et comme nous l'écrivions il y a quelques semaines, nous risquons de voir des ministres sans légitimités officielles tomber une nouvelle fois. Autant dire qu'ils resteront encore puisque personne ne réclame leur départ.

Venir prétendre que nos institutions ne sont pas malades après un tel constat, relève du tour de magie ou d'un mensonge. Avant de censurer Lecornu il serait souhaitable d'exiger qu'il nomme ses ministres. Ou de demander un droit de retrait à tous les fonctionnaires des ministères qui n'ont pas à obéir ni à appliquer des directives ou consignes d'une personne qui a été virée. Le problème est bien celui de la légitimité des mesures prises en ce moment. On va nous répondre que l'État doit poursuivre ses missions. Oui, mais dans ce cas il ne peut que gérer les affaires courantes et tous les ministres n'ont plus à apparaître dans les manifestations officielles, ni même se présenter aux antennes des radios avec le titre de « ministre démissionnaire » qui n'est reconnu dans aucun texte et ne constitue pas un statut.

Ils continuent à se déplacer aux frais de la princesse et perçoivent sans doute toujours leur salaire. Cette république est devenue un capharnaüm de première, et les autres Nations doivent nous observer avec un sentiment

partagé entre rire et tristesse, entre stupéfaction et indignation. Venir donner des leçons de démocratie au reste du monde quand on agit de la sorte, ne peut que décrédibiliser un peu plus la parole de la France, qui depuis les saillies de Macron n'est plus au firmament... et le mot est faible.

Nous sommes dans l'impasse, Lecornu le sait, il ne peut reprendre les mêmes ministres sans trahir sa volonté de changement affichée dès le début. Alors il demande aux parlementaires de faire eux-mêmes le budget, de trouver le consensus au sein de l'hémicycle, chose qui devrait en effet être réalisée, mais qui s'avère impossible compte tenu des demandes et exigences qui entrent en contradiction avec les courants politiques actuellement présent.

Lecornu risque bien de tomber en effet, mais ce sera une première dans la Vème république, si vaillamment défendue par Larcher, que de voir un gouvernement démissionnaire se faire censurer deux fois. Macron refuse de partir, il refuse aussi de dissoudre, dans la foulée il garde des ministres qui juridiquement n'ont plus rien à faire là, et tout le monde s'accommode de cette situation.

Quand, au RPF nous disons que cette constitution, du moins exploitée comme elle l'est, ne peut plus rester en place et qu'il faut en changer, nous nous basons toujours sur des faits. Cette constitution a eu son heure de gloire, mais les faquins qui l'ont manipulée depuis De Gaulle l'ont réduite à néant, l'ont vidée de sa valeur, sa lettre ayant été maintes fois piétinée, elle n'est plus qu'un paillason qu'on exhibe pour se donner bonne conscience et faire croire que l'on s'appuie sur un texte sérieux, clé de voûte de la République. L'utilisation des articles, leur interprétation, prouvent hélas que ce texte ne répond

plus aux exigences du moment, que les organes de contre pouvoir n'exercent plus leurs missions, qu'un texte ne peut être respecté par des gens peu scrupuleux que lorsqu'il est clair et sans ambiguïté, ce qui n'est pas le cas ici. **Et si le texte n'est pas mauvais, ce sont les hommes qui l'utilisent qui le sont.**

Il faudrait donc des textes qui ne puissent être mal interprétés, même par des voyous... où en sommes nous arrivés ? Nous avons donc hâte de voir Lecornu se faire censurer pour apprécier le comportement des parlementaires devant cette situation ubuesque, où un Premier ministre entraîne dans sa chute des ministres fantômes censés ne plus être là et pourtant toujours présents, comme s'ils n'étaient pas concernés par les événements.

Blog du RPF

Rassemblement du Peuple Français

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire